



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 26 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNC Matériaux Concassés Ardennais

Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest
52320 Vignory

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 décembre 2023 dans l'établissement SNC Matériaux Concassés Ardennais implanté Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest 52320 Vignory. L'inspection a été annoncée le 12 décembre 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle annuel 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC Matériaux Concassés Ardennais
- Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest 52320 Vignory
- Code AIOT : 0005701050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, ouvert en 1997, a été autorisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 976 du 3 mars 2015 jusqu'au 18 novembre 2033, sur une superficie de 27 ha 65 a et pour une production maximale annuelle de 1 000 000 tonnes de roche massive.

La société MCA appartient au groupe URANO, comprenant des activités de travaux publics et basé principalement dans les Ardennes.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

L'effectif sur site est de 5 personnes.

Lors de l'inspection, seules des opérations de traitement étaient en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Extraction
- Rejet dans le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 9	Sans objet
2	dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 1	Sans objet
3	eau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de constater de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 9
Thème(s) : Autre, extraction
Prescription contrôlée : L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 46 mètres. La cote minimale d'extraction à atteindre est de 264,5 m NGF.
Constats : Le plan fourni le jour de l'inspection indique une côte minimale de 265m NGF. Celle-ci se situe donc au-dessus de la côte minimale autorisée. L'épaisseur d'extraction, 46 m par rapport au terrain naturel avant extraction, est également respecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 1
Thème(s) : Autre, portée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite sur quatre gradins de 15 mètres de hauteur maximale et des banquettes d'une largeur supérieure ou égale à 7 mètres. La profondeur maximale totale est de 46 m.
Constats : Le plan fourni par l'exploitant indique des hauteurs de gradins, proches des 15 m d'épaisseur. Si dépassement il y a, cela correspond à une surépaisseur liée à la pente de voirie. Les banquettes mesurent plus de 7 m de large.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 18
Thème(s) : Autre, rejet dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées en sortie du déboureur séparateur d'hydrocarbures respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l. Aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : Les dernières analyses datent de janvier 2023 : les résultats indiquent qu'ils sont sous les seuils prescrits : DCO : 36 mg/l ; MEST : 17 mg/l ; hydrocarbures : 0,1 mg/l. Les résultats sont donc conformes et n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite